

La métropole face au politique

Un manifeste de la société civile avance des critères objectifs contre le "non" de nombreux élus locaux

Juré, promis, le manifeste en faveur d'une métropole marseillaise lancé hier par quelque 400 personnes issues de la société civile, chefs d'entreprises, avocats, artisans ou syndicalistes, n'a "rien contre les élus. Nous ne réglons de comptes avec personne", assure le sociologue Jean Viard, à l'origine du projet avec l'astrophysicien Jacques Boulesteix. Les deux hommes, élus au conseil municipal ou à la communauté urbaine au sein de la gauche, sont sincères lorsqu'ils jouent la carte apolitique. Leurs travaux respectifs les ayant poussés à conclure des bienfaits objectifs d'une métropole qui, le souligne Jacques Pfister, prési-



Jacques Boulesteix et Jean Viard aux Arcenaux (1^{er}) hier matin. Les deux chercheurs s'interrogent sur la nature d'une métropole qui est pour eux inéluctable.

/ PHOTO BRUNO SOUILLARD

"La méthode qui peut rendre ce territoire plus ambitieux, plus efficace."

dent de la Chambre de commerce et d'industrie Marseille Provence (CCIMP), "n'est pas la solution à tous nos problèmes, mais la méthode qui peut rendre ce territoire plus ambitieux, plus efficace sur les transports, le logement, l'éducation..."

Une plaidoirie qui ne tombe pas au hasard. À l'heure où le débat sur la métropole est monopolisé par les politiciens, notamment par les partisans du "non" entraînés par les présidents de communautés d'agglomération et du Conseil général, le "oui" a besoin de se faire entendre. Pour des rai-

sons objectives d'abord. "La structure actuelle fonctionne mal, explique Jacques Boulesteix qui, au sein du conseil de développement, a pu en étudier précisément les contours. "Elle coûte cher pour des services extrêmement faibles. La mauvaise qualité des transports fait que la pollution y est plus forte qu'ailleurs, le taux de scolarisation y est inférieur à la moyenne nationale et 25% des personnes sont sans diplôme contre 14% à Lyon et 12,5% à Nantes."

Jean Viard, lui, a repéré une "démocratie du sommeil où 60%

des gens ne vivent pas où ils travaillent. On ne peut pas rester comme cela. Il y a des poches de pauvreté, de violence et de clientélisme corrupteur qui doivent être combattues."

C'est là que reviennent les raisons politiques. "Les maires doivent comprendre qu'une page d'histoire s'ouvre et qu'il faut sortir des petits calculs électoraux", martèle Jacques Pfister, pendant que les chefs d'entreprises témoignent tour à tour des inerties politiques qui les empêchent d'avancer. "On est au Moyen Âge par rapport à Lyon ou Stras-

bourg", glisse un urbaniste. Reste à accrocher le citoyen lambda sur cette métropole qui, si elle semble logique et inéluctable malgré les obstacles, les "prés carés" locaux, doit être compréhensible par tous. "C'est pour cela qu'il faut que les futurs élus le soient au suffrage universel direct", avance Monique Cordier, présidente de la confédération des CIQ. Une loi devrait éclaircir tout cela dès mars 2013. Les citoyens pourront alors s'emparer de cet objet encore trop politique pour être bien identifié.

François TONNEAU

AUBAGNE, AIX, MARTIGUES-ISTRES

Les représentants en colère

Mercredi, ils avaient déjà réussi à se procurer le texte de l'appel de Jacques Boulesteix. Et c'est peu dire que sa lecture a déclenché la colère des représentants des instances de la "société civile" d'Aix, Aubagne et de l'ouest de Berre (zone Martigues-Istres-Fos). Mercredi, ils avaient donc déjà pris les devants pour réagir à ce manifeste que "nous condamnons totalement" et réaffirmé leur volonté de voir émerger un pôle métropolitain dans la concertation. C'est d'abord la forme de l'appel qui a choqué. "Même si Jacques Boulesteix a le droit de le faire à titre personnel, encore une fois, il y a un double langage de la part de gens avec qui nous travaillons sur des projets puis qui tirent la couverture à eux", déplore Pierre Caste, vice-président du comité de consultation Ouest étang de Berre. Autre motif d'insatisfaction: l'entame du texte qui pourrait laisser croire qu'il s'agit d'un appel unitaire des "habitants et acteurs de la métropole en construction Aix-Marseille-Étang de Berre". "Nous avons dit à Jacques Boulesteix que nous ne voyions pas pourquoi il parlait au nom des habitants de l'ouest de l'étang", lance Jean-Louis Alquier, directeur du comité de consultation Ouest étang de Berre. "Nous sommes obligés de réagir. Maintenant, on montre les dents", ajoute le vice-président Pierre Caste.

Sur le fond, les désaccords sont toujours présents. "Nous admettons la solidarité pleine et entière envers la cité phocéenne, insiste François Fiore, pour le pays d'Aubagne. Faut-il pour autant (...) faire fi des intercommunalités qui font la preuve de leur efficacité à développer le territoire?" En clair, pas question de forcer la main aux territoires autour de Marseille en les englobant d'autorité dans une vaste métropole centrée sur la cité phocéenne.

Pour autant, ces représentants de la "société civile", concept nébuleux, pensent-ils qu'ils seront écoutés? "Je ne pense pas que nous ayons de poids quand l'État décide de quelque chose", reconnaît, fataliste, Pierre Caste. "Je serais plus positif, argumente François Fiore. Nous avons encore un rôle important à jouer. Le gouvernement va s'apercevoir qu'il ne pourra faire qu'avec les citoyens."

Mais tous regrettent la manière dont les choses semblent se passer. "On a du mal à faire confiance à des gens qui nous font passer pour les vilains petits canards qui ne veulent pas partager leurs sous", résume Jean-Louis Alquier. Il rappelle qu'il existe déjà une loi de pérennité entre les collectivités qui oblige cette année la Communauté d'agglomération du pays de Martigues à reverser 9 millions d'euros à MPM et le San Ouest Provence 20 millions d'euros. Et Pierre Caste de glisser: "L'État est quand même responsable de ce micmac. Depuis les années 80, il a totalement laissé tomber Fos." Sylvain PIGNOL

RETROUVEZ
l'actualité en direct
sur **LaProvence.com**

Noël durable :
quoi de neuf
sous le sapin?

La réponse le 25 novembre dans
wiki2d le mag

Retrouvez le résultat de
notre grande enquête
«le développement durable
en Provence»

Tous les mois
avec La Provence

wiki2d
Contribuons au
développement durable
en Provence

Merci à nos partenaires, eux-mêmes engagés dans une démarche
de développement durable, et qui soutiennent Wiki2d.



Une salle de bains adaptée aux seniors et personnes à mobilité réduite!



Clés en mains!

934192

- Douches à l'italienne
- Baignoire à porte
- Lavabo et WC réglables
- Sièges de douches
- Barre

Crédit d'impôts* 25%

Devis gratuits

France Chauffage
112, rue Sainte
13007 Marseille

04.91.33.88.33

www.france-chauffage.com

*selon la loi de finance en vigueur

Participer à un Essai Clinique sur une nouvelle thérapie pour le cancer de la prostate ?

Nous recrutons des hommes ayant un diagnostic de cancer de la prostate à faible risque et qui n'ont pas été traités préalablement pour cette indication.

Votre taux de PSA est inférieur à 10ng/ml et vous disposez d'un rapport de biopsie disponible datant de moins de 12 mois ?

Si vous répondez à ces critères et souhaitez obtenir
plus d'informations, merci de contacter le 00 800 52 26 52 26
(appel gratuit)

936225

950062



13330 LA BARBEN

MENU Suisse

Vendredi 30 novembre 2012 - midi et soir

34 € TTC (Hors Boissons)

En Amuse-Bouche :

Bouchée de Polenta, Shrinz, Lard Fumé, Filet de Perche

Souppette de Chlorophylle au Gruyère Suisse

Tartare de Poissons du Lac Léman

sur Lit de Cressons et Olives, Toast Maison

Filet de Truite à la Zougoise, Sauce à la Crème
au Vin Blanc Suisse et Herbes Aromatiques

Suure Mocke de l'Oberland Bernois (rôti de Bœuf),

Bouillon de Pommes de Terre

Millefeuille de Courgettes et Tomates Concassées

La Fondue au Chocolat

La Touloubre - Franck et Claudine Desmarais

29, chemin Salatiel - 13330 La Barben - Pelissanne

Tél : 04 90 55 16 85 - www.latouloubre.com



PLACES LIMITEES - RESERVATION AU 04 90 55 16 85

Chez **LM GERARD**
DEUX ARTICLES ACHETES
AVEC POINT ROUGE
LE 3ème GRATUIT*

90, av. de Mazargues St-Giniez
Marseille 8e - Tél. 04.91.715.931
www.lmgerard.com

931874